

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [92] (2004)
Heft: 1482

Rubrik: Dossier
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Politique, femmes, féminisme : combinaison complexe...

Depuis les dernières élections fédérales, il semblerait qu'un léger souffle anime à nouveau la scène politique féminine. Si l'éviction de Ruth Metzler a fait grincer des dents, la démission de Christiane Langenberger laisse planer une inquiétude : les femmes politiques n'ont-elles en définitive que les responsabilités et les places que ces messieurs dédaignent ? Des femmes de diverses tendances politiques ressentent un certain malaise. Ce n'est d'ailleurs encore qu'un malaise assez vague : peu de revendications concrètes, pas - encore - de grand projet commun, juste un espace de réflexion qui (re-) commence à s'ouvrir. Quelques rappels et distinctions pour contribuer à ce léger souffle qui deviendra - espérons-le - grand vent.

EMMANUELLE JOZ-ROLAND

«Femmes et politique», «femmes politiques», «féminisme et politique»: trois expressions qui désignent des problèmes parfois convergents, parfois divergents voire conflictuels. En effet, sous la dénomination «femmes et politique» se trace la difficile intégration des femmes dans les démocraties modernes. La rubrique «femmes politiques» est l'occasion de dévider des revendications et des idéologies contradictoires et parfois irréconciliables avec le féminisme. Enfin, sous le titre «féminisme et politique» se raconte l'ambivalence de la relation entre le féminisme et le système politique tel qu'il se présente.

«Femmes et politique»

Dès le 18^e siècle, une réflexion sur le suffrage féminin s'était certes entamée; et durant le 19^e siècle des mouvements de suffragistes ont été actifs dans bon nombre de pays. Mais la réalité du droit de vote pour les femmes reste une révolution du 20^e siècle. Bien sûr, les Néo-Zélandaises ont eu l'insigne «privilège» de voter pour la première fois à la toute extrémité du 19^e siècle, en 1893 précisément, et les pionnières suivantes seront les Finlandaises qui obtiendront le droit de suffrage en 1906. Ensuite, il faudra attendre la Première Guerre mondiale pour que de nombreuses puissances accordent le droit de vote aux femmes: l'URSS en 1917, l'Allemagne en 1918, les Etats-Unis en 1920, enfin, l'Angleterre en 1928. La deuxième vague d'extension du droit de vote aux femmes se fera au sortir de la Deuxième Guerre et en-dehors de l'Occident, il faudra souvent attendre la décolonisation pour que la féminisation du vote ait lieu.

Ce très rapide historique démontre que la Suisse (voir chronologie) n'était pas pionnière, loin s'en faut, en matière de droits politiques accordés aux femmes. Il n'y a guère que son voisin le Lichtenstein pour faire pire puisqu'il n'a accordé le droit de vote aux femmes qu'en... 1984.

Actuellement, le problème qui concerne toutes les démocraties n'est plus tant le droit de vote que celui de l'éligibilité. Indissolublement liés, c'est surtout ce dernier qui peine à

déployer des effets satisfaisants: le nombre de pays qui ont une représentation féminine supérieure à 30% dans leurs parlements se compte sur les doigts d'une main (voir le dernier rapport de l'Union Interparlementaire, p. 5) et ne parlons même pas des organes exécutifs. Les temps où on parlera de la Présidente des Etats-Unis ou de la Chancelière d'Allemagne semblent encore très loin. Néanmoins, en un siècle, indéniablement grâce aux luttes féministes, les femmes politiques sont devenues une réalité presque banale.

«Femmes politiques»

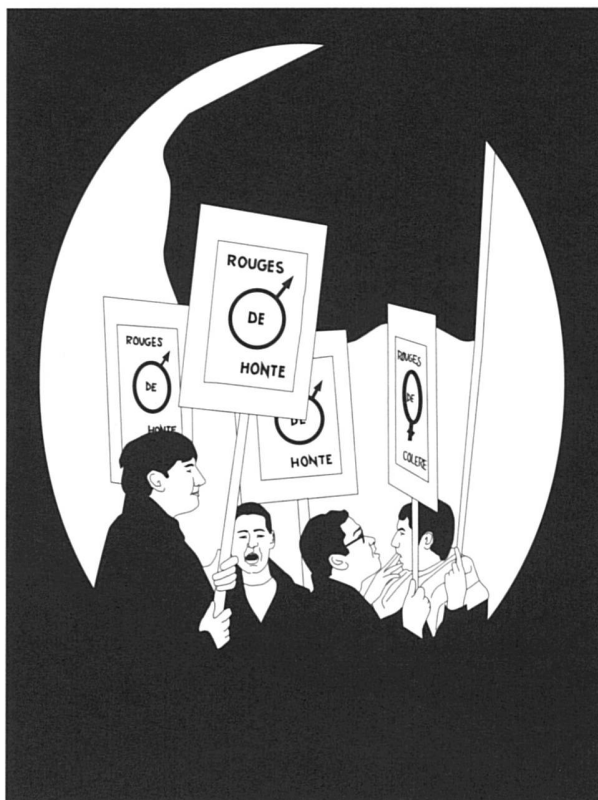
Pourtant, si le féminisme a permis une lente, et encore incomplète intégration des femmes à la vie politique, il n'a pas transformé le paysage politique traditionnel. En effet, depuis la Révolution française, les diverses idéologies sont défendues par des partis et le féminisme n'est l'apanage ni des uns, ni des autres. Les femmes politiques évoluent donc de la droite à la gauche en vertu de sensibilités et de croyances qui sortent du cadre féministe et bien souvent prennent le dessus: une féministe communiste est communiste avant d'être féministe comme une PDC féministe est avant tout «loyale» aux idéaux démocrates chrétiens avant d'être «loyale» aux revendications féministes. Cette répartition par partis peut donc être un obstacle sérieux à une défense active de l'égalité entre femmes et hommes tant sur le plan politique que social. Si désormais, la gauche semble soutenir avec passablement de chaleur le féminisme, rappelons que communistes et socialistes, sans parler des syndicalistes, n'ont pas toujours accueilli les exigences féministes avec bienveillance - il fut un temps où avorter était un «lux bourgeois». Quant aux différentes droites, elles font se succéder conservatisme de mœurs et dérèglementations néolibérales peu propices à l'établissement d'une société égalitaire quant au sexe.

Dans ce contexte, le dialogue entre les femmes politiques ne peut être que très difficile ou ne concerner que les aspects les plus rudimentaires du féminisme. Dès que les problèmes de fond se présentent, les femmes politiques sont tributaires de leurs préventions et de celles de leurs partis en matière de moralité sociale et d'économie.

«Féminisme et politique»

Le mépris que les partis politiques ont manifesté à l'encontre du féminisme est bien entendu une des raisons de la méfiance que certaines féministes entretiennent à l'encontre du monde politique. De plus, le féminisme n'est pas, comme le dit l'historienne française Françoise Thébaud dans le remarquable ouvrage *Le siècle des féminismes*, un mouvement qui a pour seule vocation «d'aider les femmes mais aussi - en cela le féminisme est profondément réformiste - de transformer le monde tel qu'il est». Parce qu'un rapport de sexe strictement égalitaire ne peut que remettre en question les structures sociales, économiques et familiales.

A cela s'ajoute encore que, plus que «du féminisme», il faudrait parler «des féminismes». Entre les partisans d'un féminisme d'Etat à la manière des Pays nordiques; celles qui prônent une distance absolue avec l'Etat, nécessaire émanation du patriarcat; les tenantes du différentialisme sexuel ou au contraire, de l'universalisme des genres, il y a matière à la naissance de plusieurs partis féministes... ◦



Petite chronologie de l'accès aux droits politiques des Suissesses au 20^e siècle

- 1909: Fondation de l'Association suisse pour le suffrage féminin (dont Emilie Gourd, fondatrice de ce journal, était partie prenante).
- 1918: Deux conseillers nationaux déposent une motion sur l'introduction du vote et de l'éligibilité des femmes.
- 1958: La commune de Riehen (Bâle-Ville) est la première à accorder le droit de vote et d'éligibilité aux femmes.
- 1959: Le suffrage féminin est refusé en votation fédérale par 66,9 % de non contre 33,1 % de oui.
- 1971: Le suffrage féminin est *enfin* accepté par 65,7 % de oui contre 34,3 % de non.
- 1981: L'égalité des droits entre femmes et hommes devient un article constitutionnel.
- 1990: Un jugement du Tribunal fédéral *oblige* le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures à instituer le droit de vote et d'éligibilité aux femmes.
- 1984: Elisabeth Kopp est la première conseillère fédérale.
- 2003: La représentation féminine dans les législatifs s'élève à 26% au Conseil national, 23,9 % au Conseil des Etats et 24,2 % dans les parlements cantonaux.

Entretien avec la porte-parole des Femmes radicales

Un congrès féminin interpartis pour discuter des quotas?

Les résultats des élections du 10 décembre ont provoqué la colère des femmes, en particulier celle des femmes des partis bourgeois qui ont vu l'une des leurs rejetées du Conseil fédéral. A l'instar de plusieurs politiciennes de droite, les femmes radicales se questionnent actuellement sur leur place dans le parti et dans le monde politique. Barbara Perriard, porte-parole des Femmes radicales, nous livre ses impressions sur ce qui s'est passé depuis le 10 décembre.

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA ANDERSEN

Qu'en est-il des réunions féminines interpartis mises sur pied à la suite du 10 décembre?

Barbara Perriard: Ces réunions sont très importantes et les femmes de tous les partis représentés au Parlement fédéral y sont conviés. Deux séances ont déjà eu lieu et elles ont débouché sur des projets (une analyse du 10 décembre, un congrès des femmes prévu pour 2005 ou 2006, une conférence de presse en faveur de l'assurance maternité en mai, une journée d'information sur les quotas en automne). Une troisième session aura lieu le 16 juin prochain. L'idée de ces réunions existait déjà avant le 10 décembre. Pour les Femmes radicales, trois événements ont mené à leur mise sur pied: le troisième rapport sur l'égalité de l'Office fédéral des statistiques, la perte de cinq sièges de femmes radicales parmi les députées fédérales en octobre dernier et la non-élection de Christine Beerli au Conseil fédéral le 10 décembre. Ces réunions ont aussi permis une analyse de la situation des femmes en politique dans la perspective d'identifier les points communs entre nous et de trouver ensemble un chemin pour augmenter notre visibilité.

Quelles sont les stratégies pour une meilleure place des femmes en politique?

B. P.: Suite à notre deuxième réunion, il a été décidé qu'un congrès de politiciennes serait organisé, notamment pour mener une réflexion sur les quotas. Les femmes radicales sont partagées sur le sujet, mais elles sont ouvertes à la discussion. Cette rencontre permettrait de peser le pour et le contre en s'inspirant des expériences déjà existantes à l'étranger et en Suisse. En effet, notre pays utilise déjà ce système, par exemple les quotas de francophones au Conseil d'Etat à Berne.

Par ailleurs, nous voulons trouver des mesures pour faciliter la combinaison entre famille et politique. Pour le Parti radical, le travail est un thème important, notamment en ce qui concerne les femmes. Il y a un lien entre la présence des femmes dans le monde professionnel et leur présence en politique. Tout ce qui peut leur permettre de poursuivre une activité professionnelle leur permettra de rester informées et de bénéficier d'un meilleur réseau, très utile pour une carrière politique.

«Sauf quelques exceptions, les femmes sont souvent seules parmi des hommes en politique et finissent par se comporter comme eux.»

Qu'en est-il au niveau de l'accueil des femmes au sein des partis?

B. P.: En tant que femme, il faut avoir la peau dur. Les difficultés varient selon les régions. Dans les campagnes par exemple, les mentalités sont encore très traditionnelles. Au Parti socialiste, où il y a plus de femmes, elles participent davantage. Dans les partis bourgeois où les femmes sont moins nombreuses, elles doivent faire leurs preuves; la frustration est plus grande. Après quelques années, si une femme voit qu'elle n'a pas avancé, on peut comprendre qu'elle s'en aille. Je pense que dans ce milieu, il nous manque des modèles. Sauf quelques exceptions, les femmes sont souvent seules parmi des hommes en politique et finissent par se comporter comme eux.

Que pensez-vous de l'expulsion de Christiane Langenberger de la direction du parti?

B. P.: Je ne suis pas d'accord avec ce mot, il est trop fort. Christiane Langenberger a démissionné, et c'est sa décision. Je n'aime pas qu'on victimise les femmes et qu'on leur enlève leur choix. Elle a préféré quitter son poste parce que plusieurs membres du parti n'étaient pas reconnaissants de ce qu'elle faisait. Je crois qu'elle a un parcours fantastique, elle est un exemple. Elle n'a pas joué le jeu des hommes, elle a été courageuse de relever le défi et de prendre la tête du parti alors qu'aucun homme ne le voulait. En plus, depuis sa démission, elle est plus libre pour défendre ses idées qu'elle ne l'était à la tête du parti. ♦

Ambiance au Grand Conseil genevois

«Certains députés en venaient presque aux mains!»

Le 8 mars dernier, les 27 femmes de tous les partis politiques genevois s'unissaient pour réclamer une atmosphère de travail plus adéquate au sein du Parlement cantonal. Anne-Marie von Arx Vernon et Anne Maher, respectivement députées du Parti démocrate-chrétien et des Verts, expliquent la démarche.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT ET EMMANUELLE JOZ-ROLAND

Qu'est-ce qui a amené les femmes de tous les partis genevois à se réunir ?

Anne-Marie von Arx Vernon: Cette décision s'est prise en commun suite à des séances en plénière qui devenaient insupportables, voire chaotiques. Certains députés en venaient presque aux mains! Ce ne sont évidemment pas tous les élus qui agissent comme des coqs dans la basse-cour, mais force est de constater que si personne n'empêche les comportements dépassant les limites de l'acceptable, ceux-ci perdurent et c'est fort désagréable de travailler dans un tel climat. D'autant que les député-e-s devraient être une référence et montrer l'exemple... L'idée des quotas ne m'a jamais inspirée, mais je commence à sérieusement me poser la question de savoir s'il ne faut pas passer par là.

Anne Maher: Personne n'empêche les députées de s'exprimer, mais pour se faire entendre, nous aurions dû employer les mêmes stratégies que certains collègues masculins et nous n'en avons pas envie. Sans compter qu'on perd beaucoup de temps à cause de ces combats stériles. Par ailleurs, si les gens voient leurs élu-e-s sur la chaîne de télévision Léman Bleu qui retransmet en direct les débats, c'est très gênant; ça ne donne pas envie aux femmes ni aux jeunes de faire de la politique.

Quel est votre but en lançant cet appel ?

A. M.: Notre but est, d'une part, de parvenir à un respect mutuel et d'autre part, que d'autres femmes s'engagent en politique. Sur 100 député-e-s, seulement 27 sont des femmes, lesquelles sont largement concentrées à gauche puisque sept font partie de l'Entente bourgeoise (une UDC, deux libérales, trois démocrates-chrétiennes et une radicale).

A.-M. v A. V.: Il y a trop de femmes qui ne s'engagent pas ou interrompent leur mandat parce qu'elles n'arrivent pas à tout assumer: la politique en plus de la vie professionnelle et de la vie familiale, ça fait beaucoup si les tâches ne sont pas partagées. Il y a d'ailleurs très peu de jeunes femmes au Parlement cantonal. On ne peut pas envisager une démocratie représentée uniquement par des hommes, des retraité-e-s, des fonctionnaires et des femmes sans enfant.



En politique institutionnelle, y a-t-il des comportements qui distinguent les femmes et les hommes ?

A.-M. v A. V.: En général, les femmes semblent plus stressées parce qu'elles veulent bien faire et aussi parce qu'elles n'ont simplement pas droit à l'erreur. Elles sont aussi plus assidues et elles sont plus rarement absentes. A ce niveau-là, je dirais qu'il y a une nette différence entre les sexes. J'ose dire que lorsqu'une femme préside une commission, en général, elle est meilleure car elle est plus scrupuleuse. Les femmes sont plus directes, elles n'utilisent pas la «langue de bois», jamais elles interviennent longuement ou répètent des arguments déjà avancés. En revanche, lorsqu'elles prennent la parole, les gens dans la salle parlent davantage que lorsqu'un homme s'exprime. Ou encore, lorsqu'un argument intéressant est retenu, on l'attribuera à un homme, même si c'est une femme qui l'a avancé!

«On ne peut pas envisager une démocratie représentée uniquement par des hommes, des retraité-e-s, des fonctionnaires et des femmes sans enfant.»

A. M.: Chez les Verts, nous sommes majoritaires, mais malgré tout, les femmes restent en retrait. Les ténors du groupe sont rarement des femmes. Ce n'est pas tant que les hommes ne nous laissent pas prendre la parole, c'est aussi nous qui prenons peu notre place. Il y a un manque important de confiance en soi chez les femmes, un peu moins chez celles qui travaillent à l'extérieur. Il y a des millénaires que nous sommes enfermées à la maison et que les hommes travaillent à l'extérieur; on n'a pas l'habitude d'aller au devant de la scène, c'est normal qu'on ne soit pas aussi à l'aise. Mais c'est vrai que les femmes sont plus sujettes à la critique. D'ailleurs, ces derniers mois, on a vu beaucoup de femmes responsables très vivement attaquées... »

Un problème ? Quel problème ?

Messieurs de droite, votre avis ?

Ils sont politiciens, ils sont de droite, ils sont démocrates, ils sont intelligents, que pensent-ils du peu de femmes en politique, notamment au sein de leurs partis ? Comment expliquent-ils la sur-représentation masculine au Parlement, dans le camp bourgeois en particulier ? Leurs réponses.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Laurent Wehrli, président du Parti radical vaudois.

« Comme dans d'autres milieux professionnels, c'est plus difficile pour les femmes de percer et de mener une carrière politique parce qu'elles ont énormément d'engagements : vie familiale, associative et autres. C'est vrai qu'il n'y a pas encore une parité hommes-femmes en politique, mais il y a quand même des femmes : au Conseil d'Etat vaudois, il y en a deux, dont une qui est présidente cette année. Madame Langenberger qui vient de quitter la présidence du Parti radical suisse est un bel exemple de femme politique. Il n'y a peut-être pas beaucoup de femmes en politique institutionnelle, mais celles qui y sont, sont très volontaires, très engagées et elles apportent beaucoup à la politique.

« Les femmes qui ont des idées de droite militent plutôt dans des associations tandis que les femmes de gauche sont plus investies dans la politique institutionnelle. »

Il y a peut-être un peu moins de femmes présentes dans les partis de droite que dans ceux de gauche, mais j'ai l'impression que ces dernières années, la proportion s'est rééquilibrée. Mais s'il y a moins de femmes dans les partis bourgeois, je pense que c'est parce que les militantismes varient selon les sensibilités politiques. Les femmes qui ont des idées de droite militent plutôt dans des associations tandis que les femmes de gauche sont plus investies dans la politique institutionnelle. Pour qu'il y ait plus de femmes en politique, nous devons faire en sorte qu'elles se sentent plus à l'aise au sein des partis, qu'elles soient mieux reconnues et davantage placées sur le devant de la scène. Il faut aussi, pour tout le monde, renforcer les formations internes et les échanges d'expériences. Cela dit, au Parti radical, nous avons la section des « femmes radicales » et nous sommes très heureux de leur laisser passer un bon nombre de messages. » •

Pierre Weiss, député libéral à Genève.

« Les femmes ne sont pas moins nombreuses dans tous les partis de droite. Les deux élues du Parti libéral genevois au Conseil d'Etat sont des femmes ! En revanche, je me demande pourquoi lors des dernières élections cantonales, le Parti socialiste a remplacé Micheline Calmy-Rey par un homme... De toute façon, la question est plus profonde ; il faut se questionner par rapport au temps nécessaire pour s'adapter à une nouvelle condition. Rappelons que la Suisse est l'un des rares pays où ce sont les citoyens hommes eux-mêmes, et non l'élite, qui ont décidé de donner le droit de vote aux femmes et que le suffrage féminin n'a que 33 ans. Or, lorsque le suffrage universel a été introduit, il a fallu un certain temps avant que toutes les classes sociales soient représentées au Parlement. Les femmes doivent prendre le temps d'investir les lieux et les associations où se déterminent les choix des candidats. Pour expliquer une plus faible proportion de femmes en politique, il y a aussi évidemment le problème de leur moindre disponibilité, en raison de leur double métier ; métier professionnel et métier de mère.

Par rapport à la discrimination positive, je vois trois problèmes. Il s'agirait d'une inversion d'injustice ; par exemple, un homme qui remporte plus de voix ne serait pas élu parce qu'il est un homme. Ce serait absurde ! Ensuite, on suppose que la volonté d'une représentation égalitaire fait l'objet d'un consensus, or je crois qu'il s'agit là d'une illusion. Je vous rappelle que la gauche et les femmes auraient bien pu faire élire Mme Metzler ou Mme Beerli le 10 décembre, et elles ne l'ont pas fait ; d'autres préoccupations l'ont emporté. Je crois qu'il est illusoire de croire en une union des femmes a-idéologique ; les défenseurs des femmes ne sont pas toujours les femmes. D'ailleurs, moi-même je soutiens l'assurance maternité, alors que ce n'est pas le cas des femmes UDC ! Enfin, la discrimination positive entraînerait une segmentation supplémentaire de la société. Pourquoi ne pas favoriser ainsi les Suisses naturalisés de première génération, les ouvriers ou les homosexuels, etc.

Quant aux partis, chacun a ses modalités, son mode de fonctionnement. Si un parti a envie de favoriser la promotion des femmes en son sein, libre à lui. Pour les libéraux genevois et plus largement, pour les libéraux suisses, les femmes partent du principe que la règle de la meilleure candidature doit s'appliquer, quelque soit le sexe de la personne concernée. Pour accroître le nombre de parlementaires féminines, je crois qu'il faut plutôt dispenser plus d'informations sur les mécanismes de sélection des candidats et renforcer les cours d'éducation civique dans les écoles pour les étudiants des deux sexes. » •

Des femmes au Capitole: une question d'argent!

A l'heure où le petit monde politique suisse s'interroge sur la place accordée aux femmes dans la politique et aux financements des diverses campagnes, il n'est pas inintéressant de jeter un coup d'œil outre-atlantique et d'observer comment les femmes du Parti démocrate ont décidé d'empoigner le problème à l'aide d'une organisation et d'un site web (<http://www.emilyslist.org/>).

MATHIEU CARNAL

Alors que l'on est généralement habitué-e-s à voir des corps féminins, voire même souvent des parcelles de corps féminins, vendus dans la publicité, au Parti démocrate états-unien, ce sont des femmes entières et leurs idées qui sont «vendues». Certes, on pourra ironiser pendant longtemps sur l'idée même de «vendre» des idées politiques et des candidates, mais force est de constater que ces Etats-uniennes ont un point de vue extrêmement pragmatique sur la question. D'où un acronyme à la consonance familière: EMILY. Autrement dit: Early Money Is Like Yeast! («De l'argent dès le début, c'est comme de la levure!») Slogan qui joue sur le fait qu'en anglais le terme pâte signifie aussi «fric» en argot.

Soutenir, c'est bien; financer, c'est mieux!

Dès lors, le but de la liste est clair: trouver des fonds pour soutenir des candidates aux différentes élections états-uniennes. Car soutenir moralement ces candidates lors de leur périple électoral, c'est bien, mais leur verser un pécule permettant de payer affiches, spots télévisés et meetings, c'est beaucoup mieux! L'EMILY'S list s'attaque donc à ce talon d'Achille de beaucoup de politiques féministes: le manque de monnaie sonnante et trébuchante. Car le temps du «On n'a pas de pétrole, mais on a des idées» semble révolu. Les dernières élections présidentielles états-uniennes suggérant même que certains avaient plus de pétrole que d'idées. D'ailleurs, n'ont-ils pas passé le plus clair de leur mandat à chercher encore plus de pétrole tout en ayant toujours aussi peu d'idées?

Mais je m'égare me direz-vous. En fait, pas tant que ça puisque l'objectif de cette liste est également d'engranger une puissance suffisante pour battre George W. Bush par le suffrage féminin. Car en dehors des préoccupations pécuniaires déjà évoquées, le but du site est également de faire prendre conscience aux électrices de leur pouvoir électoral, tout en leur permettant de s'identifier à des candidates aussi crédibles que progressistes. Se déclarant «démocrates» et «pro-choix», les candidates soutenues peuvent donc compter, selon l'organisation, sur plus de 73 000 membres, qui avaient récolté en 2002 près de 23 millions de dollars US dont 9.7 millions pour les campagnes des candidates. Et vous, combien de votre argent de poche seriez-vous prêt-e à sacrifier pour placer sept femmes au Conseil fédéral? »



**Faire le ménage,
mais à l'intérieur de soi**
Alexandra Jaussi, Genève

La place et la vie de la femme a radicalement changé ces dernières cinquante années. Le champ des possibles s'est élargi, les femmes prenant de plus en plus part à la vie active, l'égalité des sexes étant inscrite dans la Constitution suisse depuis 1981.

Restent quelques hics à ce tableau bucolique: la 11^{ème} révision de l'AVS, l'absence d'assurance maternité, l'inégalité des salaires pour un travail égal, des structures inadaptées pour la prise en charge des enfants, la violence conjugale, le partage inéquitable des tâches domestiques, la précarité de certains postes à temps partiel, le pourcentage réduit des femmes dans des postes à responsabilités que ce soit en entreprise ou en politique. Le Bureau international du travail a même donné un nom à ce dernier phénomène: «le plafond de verre», plafond invisible mais très résistant, dont la meilleure illustration sont les élections du 10 décembre 2003.

Du rouge colère au rose Barbie?

Le 8 mars 2004, le rouge nous a bien montré où blessait le bât. Le rouge a remplacé le fuchsia de l'année précédente; les consciences se sont réveillées; les esprits se sont échauffés; les femmes sont descendues dans la rue le temps d'une journée pour manifester leur colère, et après? Allons-nous retourner au rose Barbie pour les 364 jours restants, ranger pieusement nos habits rouges dans la naphthaline, ravalier nos revendications, serrer les dents, continuer silencieusement notre travail de fourmi indispensable à cette société jusqu'au prochain coup de gueule «politiquement correct»? Quelles sont les alternatives? L'engagement politique, le militantisme, le féminisme, le syndicalisme...? Certainement et absolument oui, pour que nous ne nous endormions pas comme la Belle au bois dormant en attendant le Prince charmant.

Et si en plus d'opérer directement sur cette réalité, nous réfléchissons aussi à notre propre attitude? Combien de fois, conditionnées par des années, des siècles du diktat d'une certaine société patriarcale - où les femmes élèvent aussi les garçons, rappelons-le - nous nous limitons nous-mêmes?

Nous baissons les bras avant de les avoir levés! Nous pensons souvent aux autres avant de penser à nous et quand enfin nous le faisons, c'est encore avec une bonne dose de sacro-sainte culpabilité! Nous nous glissons encore de manière très complaisante dans le moule de la famille traditionnelle où, parfois, nous avons aussi de la peine à lâcher certaines tâches alors que relais, il y aurait! Nous revoyons souvent à la baisse nos compétences, nous sommes très exigeantes avec nous-mêmes, nous revendiquons silencieusement et indirectement, nous manquons souvent de confiance avec ce que cela implique de dépendance, de tergiversations, de «ni-oui» «ni-non», de remises en question perpétuelles.

Doutes, dilemmes, culpabilité...

En bref, nous nous limitons aussi de l'intérieur en renforçant le fameux plafond de verre susmentionné par des croyances, préjugés, habitudes de vie, schémas de comportement qui font écho à une réalité peu favorable et qui, elle, les renforce en retour, bien évidemment. Doutes, dilemmes, culpabilité sont souvent nos consœurs/frères au quotidien influençant nos décisions, nos choix et nos actes.

Et si nous apprenions aussi à faire le «ménage» à l'intérieur de nous-mêmes pour faire le tri entre ce qui nous appartient vraiment et ce que nous endossons de manière automatique et insidieuse? Ce processus de «déprogrammation» nous permettra à coup sûr d'être plus déterminées et persistantes dans nos choix et dans nos engagements personnels et/ou sociaux plus larges. L'engagement féministe collectif ne pourra que se retrouver renforcé par une appropriation et responsabilisation de tous les instants de notre identité personnelle et féminine, nous évitant ainsi de recourir à la naphthaline...

**Et le pompon de la recette
égalitaire revient à...**

V. Piller, Pully

Je souhaite réagir à un courrier de lectrice paru dans le numéro de décembre 2003 (Mme N.C.). Même si je suis d'avis qu'un ton uniquement dénonciateur ou misérabiliste n'est pas un bon moteur pour faire avancer la condition féminine, je commence à en avoir assez des femmes qui ont «tout juste» et qui ne se privent pas de le faire savoir. Le pompon est à mon avis détenu par Mme N.C., qui a publié dans le courrier de l'*Emilie* de décembre 2003 sa recette pour l'égalité: une formation supérieure, un bon travail, une tradition égalitaire dans la famille, et un compagnon «pour qui le partage des tâches ménagères va de soi». Je comprends tout à fait qu'avec un background pareil, on n'ait absolument rien à gagner à se lancer dans la bataille: mieux vaut considérer comme des geignardes celles qui, n'ayant même pas été fichues de faire un tel parcours, doivent continuer à se battre et à dénoncer les injustices pour se faire respecter. Et merci à l'*Emilie* de soutenir justement celles-là.

Céline Beuz-Desrochers, Davos

Bonjour à toute l'équipe de l'*Emilie*!

En novembre 2002, vous avez publié une lettre ouverte que je vous avait fait parvenir. A l'époque, j'étais bien découragée de la situation des femmes de Davos. Par bonheur, en décembre 2002, vous avez publié les résultats de deux études sur les bénéfices des rentrées fiscales et cotisations sociales grâce aux crèches et services de garde. J'ai commandé l'étude et j'ai utilisé cet outil de travail pour convaincre la Ville de Davos des aspects psychosociaux positifs et de l'aspect rentabilité des services de garde en général. Pendant cette période, le canton des Grisons a reconnu la rentabilité des services de garde et une loi a été votée par la population afin d'aider au développement et au financement de ces services. Je voulais vous remercier pour votre travail et vos informations sans lesquelles il m'aurait été bien plus difficile de mener ce projet à bon port. Merci beaucoup.